

AFRIQUES EN LUTTE !



AFRIQUES EN LUTTE



**Bulletin d'information
de la commission Afrique de la LCR**

mel : afriquesenlutte@yahoo.fr

site : <http://afriquesenlutte.blogspot.com/>

**avril-mai
2008**

Édito

Il y a seulement 160 ans que l'esclavage a été aboli en France.

Ce n'est que le 27 avril 1848 que l'esclavage sera enfin aboli définitivement en France. Dans le mouvement général des abolitions, la France a une histoire particulière. La première abolition, historique, fut arrachée par la Révolution des esclaves de Saint Domingue dirigée par Toussaint Louverture et ses compagnons ; et à la Guadeloupe, en parallèle à la Révolution française, au moment où celle-ci atteignait son apogée la plus radicale en 1793/94. La contre-révolution napoléonienne mettra un coup d'arrêt à l'élan révolutionnaire de liberté et Napoléon restaurera l'esclavage au profit des possédants, par la loi du 20 mai 1802. « *Dans les colonies, ... l'esclavage sera maintenu conformément aux lois et*

régléments antérieurs à 1789 » de même que la « *traite des noirs et leur importation dans les colonies* ». L'expédition napoléonienne sera mise en échec à Saint Domingue, qui arrache son indépendance ; mais elle sera victorieuse à la Guadeloupe, l'esclavage y est rétabli comme dans les autres colonies françaises. Le balancier de la réaction ira très loin, un arrêté du 7 novembre 1805 de Napoléon établissait, y compris vis-à-vis des affranchis, une législation d'exception pour tous les Noirs, esclaves ou non : « *Les lois du code civil ... ne seront exécutées dans la colonie que des blancs aux blancs entre eux, et des affranchis entre eux (...), dans les colonies la distinction des couleurs ... est indispensable dans les pays d'esclaves, ...et il est nécessaire d'y maintenir la ligne de démarcation qui a toujours existé entre la classe blanche et celle de leurs affranchis ou de leurs descendants* ».

La peur d'une autre révolte des esclaves

Dans cette première partie du 19^{ème} siècle, les révoltes endémiques et le « marronnage » (esclaves en fuite qui allaient créer des communautés dans des montagnes inaccessibles) alimentent la crainte, pour les colons et les autorités françaises, d'une nouvelle insurrection générale d'esclaves, mais les trafiquants négriers s'obstinent. Durant cette même période, l'économie capitaliste mondiale connaît un changement



Sommaire

Edito

**Il y a seulement 160 ans que
l'esclavage a été aboli en
France.**

Actualités du continent

**« Mondialisation heureuse »
et révoltes sociales.**

**Zimbabwe : une autre
alternative à construire.**

**Tunisie : les citoyens du
bassin minier de Gafsa sous le
fardeau policier.**

Françafrique

**Comores : La France exfiltre
son protégé et renforce sa
mainmise sur Mayotte.**

**Collectif Aréva ne fera pas la
loi au Niger.**

Histoire - Mémoire

**Le « mai » africain : 1968 au
Sénégal.**

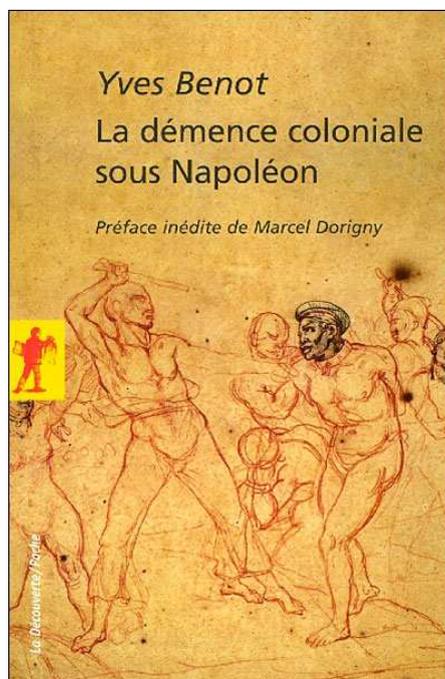
**Hommage à Aimé Césaire :
Lettre à M. Thorez.**

fondamental. Décisif dans la phase d'accumulation primitive du capital, le système de colonies esclavagistes fermées devient un frein : les libéraux considèrent que le système mobilise désormais trop de capitaux qui seraient plus rentables ailleurs, maintenant que l'industrie prend son essor et qu'elle a besoin d'un salariat « libre » de vendre sa force de travail. Surtout, la colonisation de vastes territoires offrent de meilleures perspectives de pillage des ressources et de la main d'œuvre. Cela accélérera les abolitions par les pays où se développe le capitalisme, comme la guerre de sécession qui abolira l'esclavage aux USA en 1861. Sous l'influence de la Grande-Bretagne, où

le processus d'industrialisation capitaliste s'est le plus vite développé, la traite a été interdite par une conférence internationale en 1815. L'esclavage britannique est aboli en 1833. Une convention anti-esclavagiste se réunit à Londres en 1839. Depuis que la traite est devenue illégale, la marine britannique est chargée de faire la police sur les océans, les esclaves qu'elle récupère sont installés à Freetown en Sierra Leone ou à Libreville au Gabon. Le trafic va alors passer essentiellement entre les mains des Espagnols et des Portugais et de leurs colonies du Brésil et de Cuba. C'est auprès d'eux que les colons français vont continuer jusqu'en 1848 à se fournir en esclaves. Cuba et le Brésil seront les derniers bastions de la traite et de l'esclavage, qui n'y seront abolis respectivement qu'en 1886 et 1888.

De l'esclavagisme au colonialisme

C'est dans ce contexte international que se situe la deuxième abolition en France. Parmi les opposants républicains au régime, comme dans des secteurs religieux, une partie minoritaire mais significative de l'opinion est réceptive aux quelques actions (pétitions, comités) qui se mènent. En 1834 se crée une « Société française pour l'abolition de l'esclavage » qui diffuse en 1847 un manifeste rédigé par Victor Schœlcher. La contradiction est de plus en plus manifeste entre le Code civil, fondé depuis la Révolution sur le principe du droit naturel à la liberté civile, mais non applicable dans les colonies où s'applique encore le Code Noir qui maintient un régime d'exception où l'esclave est considéré comme une marchandise, un « bien meuble », et non une personne. La pression extérieure commence avoir des effets, à la chambre un député souligne : « *combien de temps*



200.000 nègres français pourraient rester esclaves au milieu de 900.000 nègres anglais émancipés ? Pendant que commencent les premières expéditions coloniales en Afrique, le ministère de la Marine envisage en 1835 un plan d'émancipation graduelle pour les esclaves avec indemnisation des propriétaires. Une première proposition de loi est présentée en 1838, qui mobilise contre elle les colons et les profiteurs du système esclavagiste qui s'entêtent. Il faudra qu'une autre révolution populaire à Paris, où les ouvriers des manufactures sont au premier plan, pour que soit bousculé le régime monarchique et que les républicains soient portés au pouvoir, ouvrant ainsi la possibilité d'une nouvelle abolition. Ce sera un des premiers actes du gouvernement provisoire de 1848, par une simple proclamation orale, le 25 février 1848, qui met sur pied une « commission » rédigeant ensuite un décret d'abolition signé le 27 avril 1848. Entre temps, l'effervescence a gagné les colonies, et les gouverneurs sont contraints de proclamer la liberté avant même que les commissaires de la République

n'arrivent avec le décret. La proclamation aura lieu le 23 mai en Martinique, le 27 mai en Guadeloupe, mais le 10 août en Guyane et le 20 décembre à la Réunion. Le décret prévoyait un délai de trois ans en Afrique, et l'esclavage fut remplacé par le travail forcé, qui, lui, ne sera aboli qu'en ... 1946.

Le décret d'abolition révèle la grande peur des révoltes d'esclaves: s'il ne s'appliquait pas, « *il pourrait en résulter dans les colonies les plus déplorables désordres* », est-il écrit dans le préambule. Surtout, il fixe le principe de l'indemnisation des colons. Une loi de 1849 leur accordera une rente de 120 millions et une somme de 6 millions en numéraires. Les anciens esclaves n'avaient, eux, aucune indemnisation, ni aucune terre ! Ce décret reconnaissait donc que le droit de propriété d'un homme sur un autre, désormais supprimé, avait été légitime auparavant puisqu'il donnait aux colons une juste indemnité. Ces mêmes républicains qui abolissent l'esclavage sont déjà engagés dans une politique de colonisation violente en Afrique et en Asie, qu'ils justifieront au nom de la prétention d'apporter les droits de l'homme et les valeurs civilisatrices de la révolution française aux peuples « arriérés ». La nouvelle idéologie dominante saura recycler les vieux préjugés racistes issus de 300 ans esclavagistes, pour justifier l'extension coloniale capitaliste sur tous les continents, piller leurs ressources et exploiter leur main d'œuvre. Mais la lutte des esclaves pour leur libération aura jeté les bases du mouvement ultérieur d'émancipation du colonialisme. Elle est loin d'être terminée, y compris sur le terrain idéologique, quand on voit les Sarkozy et consorts oser encore inscrire dans la loi les « aspects positifs de la colonisation ».

Alain Mathieu

« Mondialisation heureuse » et révoltes sociales

Les théoriciens contemporains du capitalisme, appointés grassement par les multinationales, adoués et vénérés par les média bourgeois, nous vendent depuis plusieurs années le concept de « mondialisation heureuse ». En son temps, la théorie de la « fin de l'histoire » prétendait

enterrer purement et simplement l'idée d'alternative au système ; illusion non fondée qui liait perfidement lutte des classes et dictature stalinienne dans l'espoir de discréditer le combat du prolétariat pour l'émancipation. La « mondialisation heureuse » claironnée en ce millénaire naissant

est en train de s'effondrer chaque jour un peu plus. Les promesses grandiloquentes de développement mondial et de paix universelle des « Objectifs du millénaire », pourtant dérisoires dans leurs ambitions réelles, ont été toutes démenties par les faits. Les « émeutes de la faim » dont parlent aujourd'hui les

journalistes ne sont que le dernier – et terrible – avatar de la réalité du monde capitaliste : un monde d'exploitation et de misère, de violence sociale et de guerre qui condamne des millions de travailleurs à la pauvreté au Nord et à la lutte quotidienne pour la simple survie au Sud.

Cynisme et larmes

Chaque jour depuis deux semaines, les média occidentaux bien-pensants consacrent une larme émue entre deux spots publicitaires à ce que les fabricants d'opinion nomment par référence aux jacqueries paysannes les « révoltes de la faim » ou les « révoltes contre la vie chère », dénaturant en la simplifiant la colère complexe des peuples contre les effets meurtriers de la mondialisation capitaliste. Comme pour chaque tragédie, les images et les reportages destinés à vendre du sensationnel à bon marché se succèdent en boucle, remplaçant la compréhension des mécanismes et des enjeux par l'apitoiement et l'émotion. Surfant sur la saine et légitime révolte que les populations ressentent face à la détresse qui s'étale à l'écran, les journalistes posent des questions balisées qui évitent soigneusement de questionner l'impérialisme, et se demandent : « que faire face à l'urgence ? », « dans un contexte de poussée inflationniste et de crise sociale, comment répondre à l'insuffisance alimentaire ? ». Comme si l'on découvrait aujourd'hui que des gens crèvent de faim !

« Spécialistes » divers et politiciens concourent dans la dénonciation de l'inacceptable, et tous ces boy-scouts des beaux salons versent leurs larmes de crocodile sur le sort des populations



confrontées à l'explosion du prix des denrées de première nécessité et des produits pétroliers. Mais après être revenus sur les causes de ces hausses de prix (consommation qui progresse sur les marchés chinois et indien, choix des cultures spéculatives au détriment de l'agriculture vivrière, mauvaises récoltes 2007

dans certains pays, envolée des prix des hydrocarbures, etc.) tous ces fiers prophètes zéloteurs habituels de la globalisation passent leur tour lorsqu'il s'agit d'avancer des explications sur la responsabilité du système économique dans l'organisation des échanges, et sont muets sur les solutions. Seuls les plus hardis des libéraux affirment que ce sont les « contraintes » existantes qui causent les dysfonctionnements, et profitent de l'aubaine pour plaider l'ouverture encore accrue des marchés, en mettant en garde contre toute tentation de régulation des prix ou des marchés. Leur cynisme est total et se résume ainsi : envoyons de l'aide alimentaire pour calmer la souffrance et prévenir les risques de débordements sociaux et de remise en cause du système, puis accélérons la mise en œuvre du libre-échange.

Un ras-le-bol global

Dans une trentaine de pays du Sud, et majoritairement en Afrique, continent le plus écrasé par l'exploitation, des gens sortent de leur silence résigné et se soulèvent pour réclamer le droit élémentaire à vivre debout. Les revendications portent naturellement sur la dénonciation des hausses de prix qui menacent des millions de personnes de famine ou de mort ; mais ces mouvements de plus en plus durs portent des revendications plus larges, qui concentrent dans une même colère toutes les humiliations et toutes les détresses que le système génère. De partout, le même ras-le-bol éclate contre une division économique du monde qui ne laisse aucune perspective aux travailleurs africains, si ce n'est celle de tenter de



survivre en silence pendant que les élites « démocratiques » ou « dictatoriales » de leurs pays pillent directement les richesses et s'enrichissent impunément en jouant les intermédiaires pour les capitalistes du Nord. La compréhension des enjeux et des forces en présence est souvent plus aiguë au Sud, car les peuples ont une conscience écrite dans leurs chairs de ce que fut la colonisation et de ce qu'est le néo-colonialisme et ses mécanismes ; les grèves de 2006 et 2007 en Guinée en sont un témoignage, tout comme la protection par l'ONU du palais national de René Duval en Haïti début avril 2008 en est une illustration.

Les discours mielleux des institutions internationales et des bailleurs de fonds sur la nécessité de contribuer au développement des pays africains par le co-développement ne sauraient faire oublier la réalité des rapports Nord-Sud : fermeture des frontières de l'Europe ; durcissement des conditions d'entrée, de séjour et d'asile ; réduction de l'aide publique au développement ; conditions imposées pour avoir droit à cette aide ; poids de la dette ; présence des capitalistes du Nord qui accaparent les ressources naturelles et qui transforment d'immenses parcelles de territoire en zones à touristes ; soutien direct ou masqué des Etats du Nord et des entreprises multinationales aux pouvoirs locaux qui répriment leurs populations et permettent le pillage... Si ces aspects ne sont pas toujours formulés explicitement dans les mobilisations en cours, ils transparaissent nettement dans le discours des manifestants ; le refus du système est radical et global, et cette étincelle a mis le feu aux poudres.

La réponse des pouvoirs

Dans la plupart des pays, les autorités locales ont opposé les lacrymogènes, les matraques et le tir à balles réelles aux manifestants, multipliant les arrestations et causant de nombreux morts et blessés. Face à une hausse des prix allant de 30% à 300%, les ministres africains de l'économie et des finances ont affirmé à Addis Abeba que « [l]e principal sujet est la capacité de l'Afrique à se nourrir elle-même » ; ils ont aussi regretté que la croissance économique du continent ne se traduise pas sur le terrain par du développement social... Les ministres ont appelé à « entamer une réforme agraire pour que les pays produisent des biens alimentaires et non d'exportation comme c'est le cas aujourd'hui ». Ils ont également mis en garde contre une augmentation de la demande intérieure en pétrole et appelé à « rechercher des sources d'énergie alternatives ». Pour notre part, nous ne sommes aucunement étonnés que la croissance dans une économie capitaliste ne se traduise ni par la redistribution des richesses ni par un progrès social, mais par la privatisation des profits et par l'arrêt du soutien aux secteurs jugés non rentables par les investisseurs tels que l'agriculture de subsistance, au détriment des besoins des populations. Ce ne sont pas les paysans du Sud qui ont décidé de ne pas produire assez de nourriture dans les années 1980, ni de recourir à des espèces importées plutôt qu'aux semences locales ! Il s'agit là de la conséquence d'une logique libérale qui, d'une part, a poussé les Etats africains à cesser de subventionner les productions nationales et de contrôler les tarifs dans le cadre des plans d'ajustement structurel (PAS) et des accords du GATT/OMC ; et qui, d'autre part, a renforcé la concurrence des multinationales subventionnées de l'agroalimentaire avec les producteurs locaux incapables de rivaliser avec des produits importés dont le prix est inférieur aux coûts de production, et enfin qui a favorisé la transformation de l'agriculture de subsistance en activité d'exportation à plus haute valeur ajoutée.

Dans les pays confrontés aux révoltes sociales, les gouvernements tentent de parer au plus pressé et prennent des mesures

exceptionnelles qui s'apparentent à des filets de sécurité pour le régime : l'Egypte a ainsi interdit en mars les exportations de riz pour six mois, la Libye a été contrainte de relever les salaires pour la première fois depuis trente ans, la Mauritanie organise la distribution gratuite pendant six mois



dans les zones désertiques de céréales pour les populations et les troupeaux... Quant à la Sierre Leone – qui subit parmi les hausses les plus fortes – elle a décidé de renforcer sa production agricole pour interdire toute importation en 2009. Plus généralement, tous les gouvernements cherchent à diminuer le prix des denrées en baissant la TVA et en limitant les taxes sur les importations de manière provisoire. Mais ces mesures ne répondent en rien à une crise systémique et ne permettent que de gagner du temps et de faire cesser les mouvements. C'est ce qu'a compris Abdoulaye Wade, le Président libéral du



Sénégal, qui a appelé à son secours les leaders du Parti africain pour la démocratie et le socialisme (PADS) contre des postes de ministres. Les responsables du PADS avaient déjà liquidé l'héritage marxiste de la gauche radicale sénégalaise en participant de 2000 à 2007 à un gouvernement bourgeois, et servent de nouveau de béquille active au régime en condamnant des grèves

« politiques » « sans fondement ». Il est probable que dans un avenir proche, de nombreux dirigeants africains fassent appel à « l'union nationale » et proposent des remaniements ministériels de façade pour briser les luttes.

Palliatifs humanitaires

L'ONU estime que 73 millions de personnes sont en danger immédiat, et exige une rallonge de 500 millions de dollars pour le Programme alimentaire mondial (PAM), et l'amélioration de « l'efficacité des marchés ». Fidèle à son rôle, cette institution va maintenant endosser les habits chatoyants de la solidarité internationale, en soutenant parallèlement les fondements du système inégalitaire. Elle offre ainsi une énième sortie de crise humanitaire aux capitalistes, qui enverront quelques dollars et les surplus agricoles subventionnés en échange de promesses de marchés futurs. S'appuyant sur une aspiration des peuples à la régulation et à la solidarité, sur les ONG et sur les bonnes volontés qui se battent pour la culture et la préservation du patrimoine (pris au sens le plus général), cette institution internationale sert de vitrine et de bonne conscience à la mondialisation.

L'Union européenne, par la voix de Louis Michel, commissaire européen au développement, dénonce un risque d'un « tsunami économique et humanitaire » et craint un « choc alimentaire mondial ». On décrypte sans peine les préoccupations de l'Europe des patrons, dont l'intérêt pour le sort des peuples est accessoire. Ce qui inquiète Louis Michel n'est naturellement pas la famine qui menace les populations, car son travail consiste justement à organiser le pillage du Sud et à accroître les profits des capitalistes. Ce qui le gêne, c'est le risque d'une remise en cause du « modèle » existant de « coopération » qui évolue vers le troc d'aides économiques et techniques à des projets contre le contrôle des marchés et le transfert aux pays du Sud des tâches de police et de lutte contre l'immigration non « choisie ». La peur profonde des élites européennes, c'est la mise

à nu et la dénonciation des modes d'exploitation de l'Afrique, ainsi que la peur d'une nouvelle vague d'immigrants.

Manque de perspectives

Les limites des mouvements en cours, c'est leur manque de coordination et l'absence de tout débouché politique. Si dans des pays comme le Sénégal ou le Burkina Faso par exemple, les mouvements sont à l'initiative de syndicats, les conflits spontanés sont nombreux. Mais dans tous les cas, l'absence d'organisations politiques anticapitalistes et socialistes structurées et implantées demeure un frein essentiel à l'émergence de revendications unifiantes immédiates et de revendications transitoires mettant en cause le pouvoir. C'est l'absence de perspective politique qui permet aux pouvoirs et aux institutions bourgeoises de diviser les travailleurs, et de gagner la paix sociale contre quelques mesurette qui ne s'attaquent pas à l'organisation de la production et ne remettent pas en cause l'exploitation et le clientélisme.

Pourtant, comme en Amérique latine, il est urgent que les éléments les plus conscientisés des luttes sociales et politiques posent publiquement la nécessité de la reconstruction d'un mouvement ouvrier et paysan anticapitaliste et anti-impérialiste en Afrique, afin de remettre sur le devant de la scène le combat contre la domination politique néo-coloniale et la lutte pour un socialisme du XXI^e siècle. Les luttes actuelles pourraient constituer une occasion pour que les contacts noués lors des Forums sociaux soient renforcés.

Que faire ?

Pour la bourgeoisie, il est commode de pleurer de temps à autres sur les gens qui meurent de faim, et de réunir des fonds pour prouver leur bonté... Le mouvement ouvrier internationaliste n'a pour sa part que deux armes dans de telles situations : l'arme de la critique et la solidarité prolétarienne. Notre devoir est de révéler la nature du système, et de rappeler que les pénuries et les crises sont constitutives d'un ordre établi qui privilégie la rentabilité du capital au détriment des besoins

sociaux élémentaires des populations. Ce qui se passe aujourd'hui n'est que la partie visible des crimes de la mondialisation capitaliste, mise en évidence par la lutte des peuples et leur révolte. Notre responsabilité de militant/e/s révolutionnaires est de combattre l'impérialisme dans nos pays, et de mobiliser les travailleurs en faveur de la solidarité internationale, ce qui commence au Nord par des campagnes pour l'annulation de la dette des pays du Sud et pour la mise à bas de la Françafrique par exemple. Cela passe aussi par le soutien actif aux luttes des travailleurs sans papiers qui se battent contre l'exploitation des patrons et contre les politiques sécuritaires et racistes des Etats et de l'Europe bourgeoise.

Enfin, si nous soutenons naturellement les luttes actuelles sans réserve, nous avons un devoir plus permanent : œuvrer à l'émergence et au rapprochement des mouvements anti-capitalistes pour faire converger et unifier toutes les luttes dans une perspective d'émancipation sociale collective.

Slimane

Zimbabwe : une autre alternative à construire

La défaite probable de Robert Mugabe aux dernières élections vient de loin. Déjà, dans les années 90, il avait réussi à se maintenir au pouvoir grâce à des fraudes électorales. Puis le référendum en 2000 annonça sa première défaite. Hier dirigeant de la lutte armée contre le pouvoir blanc raciste de Ian Smith, libérateur du peuple d'un système d'apartheid odieux, symbole d'une lutte acharnée pour la dignité du peuple noir, il est devenu par la suite un dictateur qui a conduit son pays dans une crise économique profonde. L'inflation y est de 150 000%, l'extrême pauvreté touche la moitié de la population, la malnutrition se répand sur l'ensemble du pays et le taux de chômage s'élève à plus de 70%.

Comment en est-on arrivé à une telle situation ?

Dès le début, les pratiques de Mugabe ont été anti-démocratiques

et cela s'est aggravé au cours du temps, avec des décisions bureaucratiques et une corruption qui a gangrené rapidement l'appareil d'Etat. C'est ainsi que les réquisitions des terres de fermiers blancs qui, un siècle auparavant, s'en étaient emparés par la force en violant les droits des Noirs, ont bénéficié avant tout aux membres de l'appareil d'Etat au prétexte qu'ils étaient d'anciens combattants, en référence à leur participation à la lutte pour la libération du pays. Des terres qui ont été laissées en jachère par les nantis du régime, plus intéressés à toucher les subsides d'Etat de l'aide à l'agriculture. Seules 20% des terres ont été distribuées aux vrais fermiers noirs, et encore, sur des terres arides et peu fertiles. Cet accaparement bureaucratique des principales richesses du pays explique en grande partie la situation. Les partisans hier de la Guerre froide et de l'Apartheid en



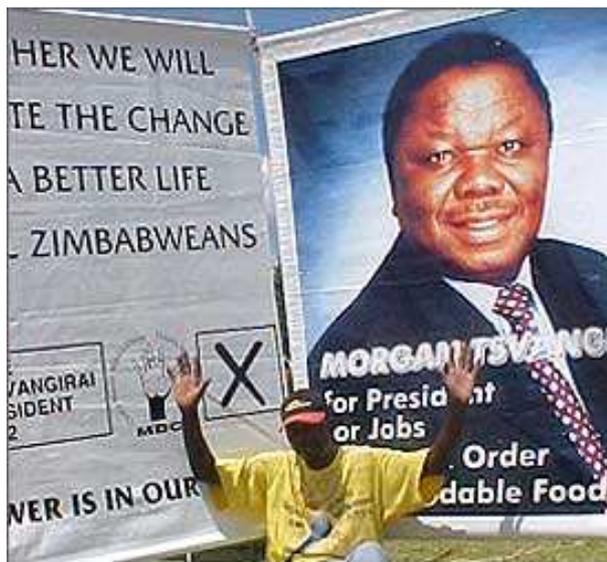
Afrique, transformés aujourd'hui en « libéraux démocrates », en profitent pour dénigrer le principe même de la réforme agraire en passant sous silence le refus de la Grande-Bretagne d'appliquer les accords de Lancaster House, portant sur l'avenir

du future Zimbabwe et signés en 1979. Ces libéraux démocrates mènent campagne contre la dictature de Mugabe alors que dans le même temps ils ont soutenu, et soutiennent encore, les pires dictateurs africains de Mobutu à Deby en passant par Habré ou Taylor.

Entre dictature et néolibéralisme

Notre critique de la dictature de Mugabe se fonde sur les graves violences qu'elle fait subir au peuple du Zimbabwe. Ainsi, parmi d'autres exemples, plus de 700 000 habitations des bidonvilles, près d'Harare la capitale, ont été détruites sans aucune politique de relogement pour les populations concernées. Beaucoup d'observateurs remarquent que les difficultés rencontrées par Mugabe pour frauder ces élections témoignent de son isolement de plus en plus important. En effet, un regard attentif sur les résultats

montre que dans les zones traditionnellement favorables au parti gouvernemental, la ZANU PF, c'est l'opposition qui remporte le scrutin.



Une opposition menée par le Mouvement démocratique pour le changement (MDC), qui fédère des mouvements hostiles au pouvoir. Dans cette organisation, on retrouve des chômeurs, des travailleurs de l'informel, mais aussi des fermiers blancs et des industriels. Morgan Tsvangirai, cet ancien dirigeant

syndical représentant la figure historique de l'opposition à Mugabe, a proclamé sa victoire à l'élection présidentielle et assure que le MDC au pouvoir mènera une politique social-démocrate. En fait il appliquera les remèdes de choc préconisés par la Banque Mondiale et le FMI.

A l'heure où nous écrivons, rien n'est réglé. Mugabe s'accroche au pouvoir et il y a de vrais risques qu'il plonge le pays dans un bain de sang en décrétant, par exemple, l'état d'urgence. Les solutions pour le peuple Zimbabwéen ne sont pas dans la pérennité d'un système corrompu ou d'un MDC prêt à appliquer les solutions néolibérales de la Banque mondiale et autre FMI, mais dans la possibilité de forger un outil qui puisse défendre les intérêts de la population. Déjà, une base militante existe à travers les syndicats, les forums sociaux, les courants révolutionnaires. Même s'ils sont actuellement extrêmement minoritaires leur lutte représente un espoir pour le peuple du Zimbabwe.

Paul Martial

Tunisie : Les citoyens du bassin minier de Gafsa sous le fardeau policier.

PDepuis des années, la majorité des partis d'opposition tunisienne se consacrent exclusivement, ou essentiellement, à la lutte pour la démocratie politique et abandonnent « les affaires sociales » à la seule Union Générale Tunisienne de Travail (UGTT, syndicat historique) caporalisée par une bureaucratie corrompue et soumise au régime policier en place.

Le champ social/économique reste un grand tabou dans les programmes de l'opposition, certaines formations de cette dernière allant jusqu'à reprendre les mensonges propagés par les pionniers du capital mondial sur le « miracle tunisien ». Les mobilisations et les luttes ouvrières, étudiantes et citoyennes passent souvent à côté de ces partis. C'est ce qui explique l'aspect brusque et inattendu pour eux de la révolte des citoyens du bassin minier de Gafsa. Les crimes économiques et sociaux,

cachés ou peu évoqués, du régime de Ben Ali, éclatent alors aux visages de tous et perturbent les plateformes électorales de 2009.



Contexte structurel de la nouvelle révolte

D'abord, parler d'une nouvelle révolte implique qu'elle n'est pas la première et que la région a connu, dans son histoire contemporaine, plusieurs révoltes contre le pouvoir central de Tunis et ses représentants locaux. En effet, depuis l'époque de la Tunisie comme colonie ottomane, les tribus de la région de Gafsa avaient une relation conflictuelle avec le régime beylical. Tout en concluant, parfois, des accords avec lui contre les Deys de l'Algérie, ils gardaient leur autonomie, préservaient leurs territoires, et refusaient de payer les lourdes charges fiscales. Les colons français, quant à eux, n'ont pas

trouvé une grande difficulté à soumettre les villes côtières de la Tunisie, plus accueillantes, durant toute leur histoire, vis-à-vis des forces envahissantes arrivant par la Méditerranée. La résistance n'y prend de l'importance qu'avec l'évolution de la classe ouvrière et des intellectuels formés au sein même de la société dominée par le système colonial. En revanche, les tribus de ce qu'on appelle « la Tunisie profonde » ou « de l'horizon » (1) ont été dès le début très hostiles à la domination coloniale, ce qui a imposé aux Français d'être plus méfiants et de conclure des accords moins favorables que prévus avec certains cheikhs de tribus tout en organisant des attaques militaires pour les



soumettre, région par région, tribu par tribu. Mais la rébellion contre les colons n'a jamais cessé de se développer dans ces régions souvent montagneuses et isolées du centre des pouvoirs. Le régime bourguibien instauré à la suite des accords de l'indépendance (1956) a eu du mal à en finir avec la guérilla et les insurrections hostiles à sa domination. Il a même pendu ou assassiné plusieurs grands combattants anticolonialistes issus de la région de Gafsa (et d'autres régions intérieures du pays). Un régime sécuritaire particulièrement dur a été instauré pour contrôler ces régions. L'une des plus grandes casernes militaires du pays a été bâtie à Gafsa et elle joue un rôle nettement policier (intervention dans les rues à plusieurs reprises dont l'opération contre des commandos nationalistes à Gafsa en 1980). Depuis, les citoyens de Gafsa se sont plusieurs fois soulevés contre l'injustice d'un régime central qui incarnait la domination de la région côtière et notamment celle du Sahel, en dépit des masques modernistes et populistes dont a tenté de se parer cette dernière. La domination du capitalisme colonial puis dépendant n'a pas développé une société équilibrée et intégrée. Bien au contraire il a maintenu et reproduit les déséquilibres régionaux et les discriminations tribales. La situation n'a pas changé sous le régime policier actuel, qui reproduit les mêmes logiques, régionale et familiale... auxquelles s'ajoute un pouvoir mafieux.

Bien que le bassin minier de Gafsa compte parmi les plus anciennes concentrations ouvrières de la Tunisie, la conscience de classe y reste parmi les plus basses. Pour casser l'unité des travailleurs et

faire face à leur tendance indépendantiste, les différents pouvoirs (colonial, bourguibien puis celui de Ben Ali) ont habilement utilisé les rivalités tribales, la combinaison répression/corruption et la démagogie. L'UGTT, relevant elle aussi de la même logique régionale et tribale, contribue activement à maintenir cet état lamentable. La bureaucratie syndicale de l'UGTT reprend les mêmes pratiques et les mêmes traditions que celles des cellules du parti au pouvoir. En effet, les emplois, les services sociaux... et les pouvoirs locaux sont distribués en quotas tribaux. D'ailleurs, cette logique régionale et tribale du sommet aux bases est l'une des spécificités les plus communes entre le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD), parti au pouvoir, et son frère rival, l'UGTT.

Contexte conjoncturel : corruption, chômage et misère

Dans une région où, selon les statistiques officielles, le taux de chômage atteint presque le double de celui du pays (2), le seul espoir reste le concours périodique de la compagnie des Phosphates Gafsa. Les jeunes attendaient les résultats de ce concours considéré comme seul accès à l'emploi. Mais, comme d'habitude, l'administration de la compagnie, les pouvoirs locaux et le syndicat des mineurs dominé par des bureaucrates corrompus et des valets du parti au pouvoir se sont partagés les postes qui seraient par la suite vendus, attribués aux proches ou cédés suivant des réseaux clientélistes. Avec la flambée des prix, la misère qui s'abat sur la région, et la mise en cause des acquis sociaux, les luttes courageuses menées par les jeunes chômeurs diplômés ont convergé avec une riposte spontanée des citoyens de la région qui manifestaient leur refus des résultats annoncés, revendiquant leur annulation et prônant le droit au travail et à la dignité. Des syndicats d'employés et surtout de

l'enseignement, influencés ou dominés par la gauche, se sont ralliés aux mobilisations citoyennes. Nombre de jeunes chômeurs et de syndicalistes solidaires ont entamé un sit-in dans le local de l'Union Locale du Travail de Rdeyef. Des travailleurs, des jeunes et des femmes ont mis en place des tentes dans la rue et sur la voie ferrée provoquant l'arrêt momentané de la circulation des trains. Les manifestations se sont multipliées depuis le 05/01/2008 dans les trois villes minières de Rdeyef, M'dhilla, Oum Larayes. Les manifestants résistent à l'embargo policier et aux manœuvres de la bureaucratie syndicale incarnée surtout par l'Union régionale de Gafsa et son secrétaire général qui s'oppose ouvertement aux mobilisations et menace les syndicalistes qui ont rejoint les contestataires. L'activité syndicale du membre de l'exécutif de l'Union Locale de Rdeyef, le secrétaire général du syndicat de l'enseignement de base, Adnen Hajji, l'un des principaux leaders du mouvement et membre du comité de négociation au nom des manifestants, a été gelée, dans l'attente de sa traduction devant une « commission de discipline » de l'UGTT, instance de punition et de répression des militants syndicalistes opposants et indépendants.

Après un marathon de négociations avec les pouvoirs sur les revendications des citoyens et de prolongements de la trêve décidée par le comité négociant, les mobilisations ont repris. Cette fois la police entre en action. Nombre de manifestants et de membres du comité de négociation, dont Adnen Hajji, Taieb Ben Othman et Bechir Laabidi, tous syndicalistes, ont été arrêtés. Les mobilisations s'intensifient obligeant le pouvoir à les libérer dans un court délai. La





solidarité internationale commence à s'élargir sans pour autant influencer le reste des secteurs et des régions du pays, qui ont du mal même à s'informer sur les mobilisations à cause du black out total sur les mass médias.

Conclusion

Pour mieux comprendre les mobilisations citoyens du bassin minier de Gafsa, et surtout son isolement par rapport aux autres secteurs et régions du pays, il ne faut pas se contenter des analyses simplistes et globalistes qui traitent la société tunisienne comme toute société dominée par le système capitaliste sans prendre en compte ses spécificités. Malheureusement la

tradition globalisante et simpliste prédomine la quasi-totalité des textes que j'ai pu lire sur le sujet. Les apparences peuvent être trompeuses, la société tunisienne est une société non intégrée, où la domination capitaliste coexiste avec les structures et les formes les plus variées et les plus rétrogrades (tribalisme, régionalisme, clientélisme...). Les pouvoirs centraux, régionaux et locaux ne font qu'accentuer ces déséquilibres qui entravent l'unité des travailleurs et des citoyens du pays. Ces divisions jouent au profit du régime en place et des réactionnaires de tous acabit, qui les renforcent et les instrumentalisent. De plus en plus, elles traversent toutes les instances sociales politiques et éducatives de l'Etat (3), la plupart des partis politiques et des syndicats. Pour bien lutter contre ces aspects/entraves, il faut avant tout les reconnaître, les analyser et s'y opposer en élaborant un programme de lutte qui abolit réellement et radicalement les circonstances et les structures qui les engendrent. La tâche primordiale d'impulser la solidarité de classe et de citoyenneté avec les manifestants de la région

du bassin minier de Gafsa est une occasion de vérifier un tel enjeu. La gauche est la force la plus apte, même avec toutes ses faiblesses, pour être le moteur.

Mohamed Amami

Notes :

(1) Appellation qui a pris historiquement une connotation discriminatoire envers les tribus des régions intérieures du pays en opposition au « Hadhra » qui voulait dire la ville côtière et surtout Tunis, le Cap bon et le Sahel.

(2) Selon les statistiques officielles le taux de chômage du pays est de 15%, celui de Oum Laraies : < 38 %, M'dhilla 28.4 %, Redeyef 27.7 %.

(3) La pourriture du régionalisme n'a même pas épargné les universités où les administrations, les professeurs universitaires, les jurys, et depuis les années de la crise de la gauche, les étudiants se divisent en lobbys régionaux. Sans parler des instances du pouvoir gouvernemental, des pouvoirs économiques, des syndicats des métiers libérales etc....

Comores : La France exfiltre son protégé, le dictateur sécessionniste Mohamed Bacar, et renforce sa mainmise sur Mayotte.

Fin mars, une intervention de l'Union Africaine a mis fin, à la demande du gouvernement fédéral des Comores, au règne de Mohamed Bacar sur l'île d'Anjouan. Ce dernier venait de s'autoproclamer à nouveau vainqueur d'un scrutin truqué en juin 2007, et refusait d'organiser les élections conformément aux règles constitutionnelles comoriennes. Plus que d'un nouveau coup d'Etat, il s'agissait d'une nouvelle tentative de sécession. Les crises séparatistes, alimentées en sous-main par la France, menacent depuis dix ans l'unité des Comores. Après les accords de Fomboni en 2001, la République fédérale islamique des Comores devenait l'Union des Comores. Une nouvelle constitution, censée mettre fin aux crises séparatistes, organisait une certaine autonomie de chaque île, Mohéli, Anjouan et la Grande Comore,

l'ensemble étant présidé pour quatre ans par un président issu d'une des îles à tour de rôle. Mohamed Bacar avait pris le pouvoir par un putsch peu auparavant sur d'Anjouan et s'y était maintenu depuis. Formé par l'armée française, il était considéré comme le pantin des services français, de même que le colonel Azali sur la Grande Comore de 1999 à 2006.

Après avoir imposé un très long règne de Bob Denard et de ses mercenaires, ce soutien à des dictateurs très peu attachés à l'unité de l'archipel vise essentiellement à affaiblir toute revendication de rattachement de Mayotte aux Comores. Si la France se maintient sur cette île depuis 1975 malgré l'indépendance et le

référendum de 1975, c'est en effet en violation d'une vingtaine de résolutions de l'ONU demandant le respect de l'intégrité territoriale des Comores. Après quelques réticences, relayées par l'Afrique du Sud, la France a officiellement soutenu l'intervention conjointe des forces comoriennes et de l'Union africaines contre le régime de Bacar,



transportant quelques troupes tanzaniennes jusqu'à l'île voisine de Mohéli. Mais le masque est rapidement tombé. Alors que l'intervention avait débuté, Bacar disparaissait mystérieusement avant de réapparaître à Mayotte, le mercredi 26 mars. Il y déposait immédiatement une demande d'asile politique, dont Yves Jégo, le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer s'empressait d'annoncer l'examen, alors que Mohamed Bacar est sous le coup d'un mandat d'arrêt international déposé peu de temps auparavant par les autorités comoriennes pour « torture et rébellion ».

La protection accordée à Bacar par les autorités françaises a immédiatement déclenché de vives réactions dans la population comorienne, notamment anjouanaise. A Mayotte, l'administration, mais aussi les ressortissants français ont été pris pour cible. A Marseille, où vit une importante communauté comorienne, une manifestation a réuni un bon millier de personnes, avec une présence remarquable et appréciée de la LCR. Le 27 mars, au prétexte des troubles à l'ordre public que sa présence causait à Mayotte, Bacar a été exfiltré en avion militaire vers l'île de la Réunion, où il devait être jugé

pour « détention d'armes » et « entrée illégale sur le territoire français », la France refusant de répondre à la demande d'extradition formulée par Moroni. Mais le 29, le tribunal correctionnel de Saint-Denis de la Réunion annulait la procédure engagée contre Bacar et ses hommes pour vice de forme (la garde à vue de



ces derniers n'ayant pas respecté les formes légales). Ils étaient alors simplement assignés à résidence en attendant la réponse de l'Ofpra. Le 23 avril, la préfecture annonçait que l'asile politique avait été accordé à deux des hommes de Bacar, et refusé à six autres. La France osera-t-elle l'accorder à Bacar ?

Entre temps, le ton est monté entre les autorités comoriennes et françaises. Alors que le président Ahmed Abdallah Sambi, avait mis en sourdine les revendications concernant Mayotte après son élection en 2006, les autorités comoriennes viennent d'interdire à toutes les entreprises de transport de prêter leur concours à l'expulsion des « clandestins » comoriens présents à Mayotte, le ministre de l'intérieur affirmant qu'il n'y avait « pas de raison que les Anjouanais n'aillent pas à Mayotte car Mayotte était une terre comorienne et qu'elle avait vocation à le redevenir juridiquement ».

Propos jugés « parfaitement inacceptables » par Kouchner. Les élus mahorais, majoritairement UMP, ont relancé leur demande de départementalisation de Mayotte et un référendum sur cette question a été promis par le gouvernement français avant un an.

Robin Guébois

Solidarité et justice pour le peuple COMORIEN !

Après 150 ans de colonialisme sanguinaire, après avoir transformé les Comores en base arrière des interventions criminelles et des trafics divers de la Françafrique pendant la guerre froide (sous la botte de Bob Denard et avec la complicité de l'Afrique du Sud de l'Apartheid), après avoir alimenté de multiples crises séparatistes depuis 1997, les autorités françaises viennent de faire à nouveau la preuve de leur plus profond mépris pour le peuple comorien. Alors que le dictateur d'Anjouan, Mohamed Bacar, venait d'être défait par une intervention conjointe de l'Union des Comores et de l'Union africaine, la France l'a exfiltré vers Mayotte, puis vers la Réunion et l'a soustrait à la justice comorienne, où il devrait pourtant répondre de ses crimes. En dépit d'un mandat d'arrêt international, Mohamed Bacar, brièvement arrêté, a été libéré par les autorités françaises, sous prétexte d'un vice de forme. L'Etat français s'apprête maintenant à étudier sa demande d'asile politique. Une sollicitude dont ne bénéficient généralement pas les immigrés « ordinaires »... Rien de plus normal : Mohamed Bacar a toujours été un fidèle serviteur des manœuvres françaises. Celles-ci n'ont qu'un objectif : affaiblir les Comores pour garder la main sur Mayotte, que la France occupe depuis plus de 30 ans en violation du droit international. La LCR, en solidarité avec le peuple comorien, réclame :

- L'extradition de Mohamed Bacar et sa remise à la justice comorienne.
- La suppression du visa Balladur, qui a transformé les eaux comoriennes en cimetière marin.
- Le respect des multiples résolutions de l'ONU sur le rattachement légitime de Mayotte aux Comores.
- Le versement d'une réelle aide au développement sans condition, contrôlée par la société civile comorienne, en réparation des crimes commis par l'Etat français.
- L'arrêt de toute manœuvre néocoloniale et de tout soutien de l'Etat français aux multiples dictateurs qui servent ses intérêts.

La LCR-Marseille, le 5 avril 2008